



Montreuil, le 11 octobre 2017

## Le gouvernement lance une attaque sans précédent contre le logement social public

### Note urgente du collectif fédéral logement aux CFR, CSD et syndicats

- Suite aux déclarations sur la baisse des APL et leur compensation par les loyers, le congrès HLM a été mouvementé. C'est la première fois qu'un Ministre (secrétaire d'état au logement) se fait chahuter-siffler autant et ne peut pas terminer son discours. Dans d'autres temps, les ministres Périissol et Apparu avaient pris leur part de chahutage, mais ils avaient terminé leur discours et surtout la salle était restée quasiment pleine jusqu'à la fin du congrès. Denormandie, a été obligé d'abréger son discours mais surtout plus de la moitié de la salle (présidents d'oph - directeurs d'oph - certaines ESH - toutes les associations de locataires et d'autres) ont quitté la salle à la moitié de sa mini intervention.....du jamais vu.

- Une plateforme sociale (associations de locataires - associations caritatives USH - politiques - syndicats (CGT/CFDT/FO/SNUP-Habitat FSU) a décidé de se mettre en place pour lutter et faire reculer le gouvernement ainsi que son budget présenté sur le logement.

- Vendredi 29 septembre matin à Paris se sont réunis les syndicats et vendredi après-midi se réunissait le reste de la plateforme appelée : Vive l'APL (la pétition peut être signée en ligne).

- L'USH doit également réunir "ses" Fédérations pour préparer la riposte à son niveau et continuer dans la dynamique de résistance qui a existé durant le congrès HLM.

- Une décision commune a été arrêtée à savoir faire du **samedi 14 octobre** une journée commune de luttes, d'actions et de revendications sur ce sujet : Il sera proposé que partout en France se tienne devant les Mairies : un rassemblement pour signifier ce ras le bol et surtout montrer notre détermination pour faire reculer toutes ces propositions gouvernementales. Attention : il ne s'agit pas d'une initiative de la CGT seule, mais bien une initiative commune donc partagée.

Avec les informations que cette plateforme va faire redescendre à ses bases partout dans les régions/départements/villes (dans les jours à venir) il est proposé que des collectifs se mettent en place pour : travailler ensemble et surtout faire venir à ces rassemblements de façon commune un maximum de bailleurs, de personnels, de locataires, d'élus, de syndicats, de représentants divers d'associations le 14 octobre 2017.

**La CGT participera à ces initiatives dans le cadre intersyndical et avec ses propres mots d'ordre**

Un tract CGT/FO/CFDT/FSU à destination des personnels est en cours d'élaboration pour appeler à participer au 14 octobre et aux rassemblements.

Dans les OPH, le collectif fédéral propose que chaque syndicat mette à l'ordre du jour du CE (où en demandant la convocation d'un CE exceptionnel -avec les autres syndicats) les points précis comme :

- coût de la perte d'APL pour l'établissement
- coût de la réduction des loyers
- donc quelle perte financière totale pour l'OPH
- le devenir des personnels dans cette nouvelle configuration
- quid des travaux et réhabilitations à venir
- quid des projets de constructions pour votre OPH à l'avenir
- votre OPH est-il prêt à vendre des logements de son patrimoine (...)

Nous sommes confrontés à une situation exceptionnelle, dans laquelle les élus, les bailleurs comme les personnels ont intérêt à ce que le cadre économique et social des HLM ne s'effondre pas. Nous n'oublions pas nos revendications spécifiques, bien entendu. Plusieurs élus ont fait savoir qu'ils seront solidaires des actions envisagées. D'ores et déjà des Présidents et Directeurs d'OPH proposent aux syndicats de nous associer dans leurs Assemblées Générales des personnels qu'ils comptent programmer là aussi très rapidement pour leur expliquer la situation, à nous également d'intervenir avec les informations que nous avons. De manière exceptionnelle, les élus syndicaux pourront intervenir dans les Conseils d'Administration qui vont être programmés dans le courant d'octobre.

La CGT a décidé de s'engager dans cette bataille commune pour empêcher la liquidation des OPH. Cette politique s'intègre totalement dans l'offensive gouvernementale contre les normes, règles et statuts qui structurent l'organisation sociale de la République depuis plus de 60 ans (100 ans si l'on remonte au Code du travail). C'est la raison pour laquelle la défense du logement social, c'est-à-dire de nos emplois, est indissociable de l'engagement de la fédération dans la préparation de la grève du 10 octobre en défense de la fonction publique et des services publics.

**En grève le 10 octobre contre la liquidation des services publics (dont les offices) et mobilisés le 14 octobre avec les locataires, les élus pour défendre l'existence de nos offices, c'est-à-dire pour nous nos métiers, nos emplois, nos conditions de travail...**

**=> *Merci aux camarades de faire remonter toutes les infos au collectif fédéral logement et à la permanence fédérale ([permanencefederale@fdsp.cgt.fr](mailto:permanencefederale@fdsp.cgt.fr))***